

International

LE RETOUR DE LA CRIMÉE SOVIÉTIQUE

Tetiana Huchakova, Andriy Klymenko

24/06/2019

Cinq ans après l'annexion de la Crimée par Moscou, Tetiana Huchakova et Andriy Klymenko, membres du département Crimée de l'ONG Le Maïdan des affaires étrangères, dressent un état des lieux – économique, politique et social – de la Crimée « russe ». L'importance accordée par les autorités russes au développement militaire rappelle le rôle stratégique de la péninsule pour la Russie.

Notre représentation d'une région, même quand elle fait partie de notre pays, repose, consciemment ou non, sur des mythes. La Crimée ne fait pas exception. Pour la plupart des Ukrainiens, la péninsule, à l'exception de Sébastopol, était une station balnéaire et une région productrice de vin et de fruits, y compris à l'époque soviétique. Cependant, la réalité de cette époque soviétique était différente. Le mythe de « la maison de repos de toute l'Union soviétique » avait été créé par la propagande, pour masquer la réalité économique de la Crimée.

Si l'on se base sur la nature des emplois occupés par ses résidents, les utilisations de son territoire, les investissements de l'État, et le volume de la production manufacturière de la péninsule, on obtient le tableau suivant :

- la Crimée était une énorme base militaire, navale et aérienne, puis spatiale et nucléaire, qui assurait la domination de l'Union soviétique sur la région de la mer Noire ainsi que son influence en Méditerranée et au Moyen-Orient ;
- la péninsule représentait un grand centre scientifique et industriel d'importance nationale dans le domaine de la production d'équipements militaires et de la construction navale ;
- c'était une grande région pour l'industrie alimentaire de l'URSS, spécialisée dans la production de légumes, de fruits, de raisins et de vin, ainsi que dans la transformation des produits de la pêche (la majorité de la flotte commerciale de haute mer de la République soviétique d'Ukraine était basée à Sébastopol et à Kertch).

La base industrielle de la Crimée était constituée de dizaines d'entreprises de fabrication de matériels militaires, de construction et de réparation navales. C'était un centre de construction de

navires de l'Armée rouge, de torpilles autoguidées, de systèmes de contrôle de missiles, d'équipements de navigation et de radios, de systèmes de visée, de parachutes complexes, notamment pour les vaisseaux spatiaux et les opérations de débarquement de chars, etc.

Avant 1990, les touristes étrangers n'avaient pas le droit de quitter Simferopol, sauf pour aller à Yalta et à Alushta. Sébastopol était même interdite aux habitants de la Crimée, sauf s'ils avaient un laissez-passer spécial. Et les habitants de Sébastopol eux-mêmes avaient besoin d'un laissez-passer pour aller à Balaclava, où était basée la Flotte de la mer Noire. Les stations balnéaires de l'époque soviétique n'étaient pas un secteur économique prospère mais, en réalité, un programme social coûteux financé par l'État soviétique.

La démilitarisation post-soviétique de l'économie de la Crimée

Avec la fin de la Guerre froide, pendant la *perestroïka* et après l'effondrement de l'URSS, la spécialisation militaire de l'économie de la péninsule a disparu. Il ne s'agissait pas seulement de la défense mais aussi de l'industrie légère, qui cessa à peu près totalement dans les années 1990. L'agriculture, à l'exception de la production de céréales, de tournesol, de raisin et de l'élevage de volaille, était revenue à une activité familiale sur de petites exploitations. Les surfaces maraîchères de Crimée ont ainsi été divisées par 5. Soumises aux conditions du marché, la production laitière et celle de jus en bouteille disparurent presque entièrement. Le nombre de touristes s'effondra, passant de 8 millions de personnes par an à la fin des années 1980 à 2,5 millions au milieu des années 1990. La main-d'œuvre sans emploi a été peu à peu absorbée par des petites entreprises qui n'étaient pas du type classique susceptible de développer la classe moyenne, mais simplement un moyen de survivre pour la population locale.

La structure économique de la Crimée prit lentement une nouvelle forme. À partir de 2001 et jusqu'en 2010, l'industrie chimique fut le moteur principal de la croissance, basée sur le complexe chimique du nord de la Crimée, spécialisée dans la production de dioxyde de titane et de soude, la production de pétrole et de gaz issues des plateformes pétrolières. Avec le boom du marché foncier à partir de 2000, l'immobilier devint aussi un secteur de poids.

Le poids relatif de l'agriculture continua à baisser pendant que le commerce et les services se renforçaient. Après la crise de 1998, la croissance retrouva son rythme entre 2001 et 2008, mais le tourisme, avec une part de 7 à 8% de l'activité, traînait loin derrière, après l'industrie, le commerce, les transports, l'agriculture et la construction. Pourtant, c'est à ce moment-là que les stations balnéaires et le tourisme redevinrent une priorité stratégique pour le développement de l'économie de Crimée, d'abord grâce à une prise de conscience des Ukrainiens puis des autorités en 2010. La

période 2011-2013 a connu un fort accroissement du poids du tourisme et des services associés. Dans ce secteur, des petites entreprises se sont rapidement développées et de grands projets d'investissement ont été lancés. Le nombre de touristes atteignit 6 millions de personnes par an. En 2014, le secteur balnéaire et touristique contribuait au moins pour 25% au budget de la République autonome de Crimée. Les trois régions où le tourisme était la seule activité accueillait plus de 75% des visiteurs – 38% à Yalta, 19% à Alushta, 19% à Eupatoria – et rapportaient à elles seules 20% des recettes budgétaires.

Un indice majeur de ce succès est que la Crimée était devenue le point de passage touristique incontournable des croisières internationales sur la mer Noire. En 2013, les ports maritimes de Crimée ont accueilli 187 croisières internationales (soit environ 105 000 passagers). Ces chiffres constituent un record, non seulement pour la période de l'Ukraine indépendante, mais pour toute l'histoire de Crimée. Au moment de l'annexion en 2014, la croissance du trafic atteignait 70-80% en rythme annuel.

Dans la même période, en 2010-2013, la production de vin et de céréales – plus d'un million de tonnes par an – avait retrouvé son niveau de l'époque soviétique. La production d'alcool (le « cognac » de Crimée) était même cinq ou six fois supérieure à son niveau des années 1980. En résumé, au moment de l'invasion, l'économie de la Crimée était complètement démilitarisée, et le tourisme et les services étaient devenus pour la première fois sa priorité stratégique.

L'échec de la « nouvelle vitrine de la Russie »

Bien qu'en 2014, l'objectif principal de l'annexion de la péninsule était stratégique et militaire, l'idée d'une Crimée qui serait une « nouvelle vitrine de la Russie », sur le modèle de la ville olympique de Sotchi, était très populaire. Elle devait être basée sur le tourisme et l'innovation, et non sur le sport : la Crimée allait avoir sa propre Silicon Valley, ses casinos, sa zone franche, ses technologies de pointe et ses stations balnéaires sept étoiles comme dans les Émirats. Il y eut un bref moment d'euphorie avec le bourgeonnement d'idées sur le développement de la péninsule et le déferlement de visiteurs représentant les plus grandes entreprises russes. Deux semaines après l'annexion – le 31 mars 2014 –, la Fédération de Russie créa même un nouveau ministère des Affaires criméennes.

Mais dès le début de 2015, Moscou se rendit compte que ses projets ambitieux de développement économique de la péninsule étaient irréalisables. Le Kremlin se concentra alors sur l'intégration militaire de la région, sans même se cacher derrière le développement du tourisme. Le ministère des Affaires criméennes fut supprimé le 15 juillet 2015. L'effet cumulatif de ces changements transforma la péninsule en « île » et en « zone grise », à la suite du blocus des transports, puis du

secteur de l'énergie par l'Ukraine, et des sanctions internationales. Manifestement, la Russie ne s'attendait pas à une réaction aussi ferme de l'Occident et dut s'adapter à la nouvelle situation.

En 2016, la Fédération de Russie renonça définitivement au projet d'une « nouvelle vitrine de la Russie ». Le 28 juillet 2016, le statut de la Crimée et de Sébastopol au sein de la Fédération de Russie fut dégradé : un décret de Vladimir Poutine supprima le District fédéral de Crimée qui avait été créé le 21 mars 2014 dans le sillage de l'annexion. Les « sujets de la Fédération » dénommés auparavant « République de Crimée » et « Ville de Sébastopol » étaient désormais intégrés au District fédéral du Sud, dont la capitale administrative est Rostov-sur-le-Don. Cet acte réunit les administrations civile et militaire de Crimée puisque les forces armées installées en Crimée faisaient désormais partie du District militaire du sud, dont le quartier général est également à Rostov-sur-le-Don.

Dans la population russe, l'euphorie céda la place à l'irritation face aux « demandes exorbitantes » des habitants de Crimée, consécutives à toutes les promesses mirifiques faites dans la période précédant le « referendum ». Trois ans à peine après l'annexion, 84% des Russes estimaient que le budget fédéral pour la Crimée et Sébastopol devrait être le même que pour les autres régions de Russie. Bref, même l'opinion publique rejetait la notion d'une « nouvelle vitrine de la Russie » en Crimée.

La « success story » exceptionnelle de la Crimée occupée

En 2015, la militarisation de la Crimée devint patente car elle n'était plus dissimulée par le prétexte du développement touristique. Elle est devenue non seulement le contenu principal de la politique du Kremlin en Crimée, mais également le moteur principal de l'économie de la région. La « prise de contrôle » du territoire de la Crimée par l'armée était désormais la plus grande « success story » de Russie.

L'un des signes de ce « changement de direction » fut l'introduction d'exercices militaires à grande échelle chaque année, juste au moment où le secteur du tourisme se préparait à recevoir des visiteurs, et en pleine période de haute fréquentation. Ces exercices comprenaient des tirs d'artillerie et des bombardements dans la péninsule de Kertch, à proximité de la seule autoroute que les visiteurs venant de Russie pouvaient emprunter, et qui est aussi la seule voie de transport des marchandises débarquées dans le port de Kertch et, depuis mai 2018, acheminées via le pont de Kertch.

La prise de contrôle par l'armée conduisit d'abord à l'expansion et à l'équipement d'une base

militaire gigantesque, d'une taille supérieure aux plus grandes bases militaires des États-Unis dans le monde. Cela s'accompagna de la création d'infrastructures parallèles de transport, d'énergie, de gaz, etc., toutes destinées à relier la Crimée avec la Russie continentale : le pont de Kertch, plus un câble électrique et un gazoduc sous-marins traversant le détroit de Kertch.

Les forces armées de la Fédération de Russie ont également constitué rapidement la plus grande force d'intervention interarmes du continent européen. Les modèles d'armement les plus modernes, en particulier les missiles, sont désormais destinés en priorité à la Crimée. Les onze aérodromes militaires datant de l'époque de l'Union soviétique ont été rapidement modernisés, en même temps que les sites de lancement de missiles, les batteries anti-aériennes, les systèmes de radars et les bases de stockage d'armes nucléaires. Une nouvelle zone de fortifications a été installée au nord de la péninsule. De nouvelles villes réservées aux militaires sont construites et les anciennes sont reconstruites, en même temps que des logements pour les personnels de service. Le nombre d'hommes appartenant à diverses forces spéciales a considérablement augmenté. Le contingent militaire a atteint 60 000 officiers et hommes de troupe, et il est prévu de passer à 100 000 dans les prochaines années.

À ce stade, toutes les autres sphères de la vie en Crimée ont été subordonnées à l'esprit d'un avant-poste militaire : l'économie civile, la vie sociale, l'enseignement et l'éducation des enfants et de la jeunesse, la protection des droits de l'Homme, les politiques nationales et les médias. Le développement d'une base militaire définit désormais les priorités de l'économie de la péninsule. Il s'agit d'abord de relancer l'industrie militaire et tous les secteurs liés aux infrastructures de défense, en garantissant aux entreprises de Crimée des contrats avec l'armée et des investissements publics d'infrastructure.

Pour la seule année 2014, la production industrielle à Sébastopol a augmenté de 372,9%. Fin 2015, la Crimée était considérée comme le leader de la croissance de la production industrielle de la Russie avec un taux de 12,4%. La production industrielle du District fédéral du Sud de la Fédération de Russie avait encore augmenté de 106,4% en 2016, dont 121,8% pour Sébastopol, qui a toujours eu le taux le plus élevé. À la mi-2018, le taux de croissance officiel de la production industrielle à Sébastopol restait très élevé, à 110%.

Il faut cependant souligner que, à la différence de l'époque soviétique, les statistiques russes ne reflètent pas seulement les données fournies par le ministère de la Défense, le complexe militaro-industriel et le ministère de l'Énergie. S'y ajoutent les volumes énormes des industries de défense auparavant ukrainiennes, comme les chantiers navals de Théodosie et de Kertch, et qui sont désormais inclus dans les indicateurs de leurs nouveaux « propriétaires » russes.

L'usine de construction navale Pella de Leningrad fait partie de ces « administrateurs » et a reçu en location le chantier naval More de Théodosie, qui appartient en réalité à l'État ukrainien mais qui a été « transféré » à l'État fédéral de Russie après l'annexion. Le 15 novembre 2016, la société More a été officiellement louée à l'usine russe jusqu'à la fin de 2020. Elle a été ensuite intégrée au consortium Kalachnikov¹. L'usine More a entrepris la construction de trois corvettes lance-missiles du nouveau type Karkurt. Cette corvette est munie de huit missiles de type Kalibr-NK, qui sont très utilisés par les flottes russes de la mer Noire et de la mer Caspienne pour attaquer des cibles en Syrie, situées à 2 500 kilomètres. Le 7 février 2017, l'usine a aussi commencé la construction de la principale vedette de surveillance des frontières, le bateau à coussin d'air A25PS, également utilisé par le service des frontières du FSB russe. Il a été prévu de construire vingt navires de ce type.

Dans les prochaines années, au moins neuf corvettes munies de missiles seront construites dans les usines de Crimée expropriées par la Russie, avec un total de 72 missiles Kalibr-NK à leur bord. C'est une menace non seulement pour l'Ukraine, mais également pour les pays de l'Union européenne et pour tout le pourtour de la Méditerranée. À la mi-2018, l'entreprise russe BSF a commencé à livrer des vaisseaux supplémentaires, produits non pas par ses usines russes mais par des usines volées à l'Ukraine. Au total, la production des industries de défense en Crimée et à Sébastopol en 2017 a augmenté de 430,8% par rapport à 2015 et de 227,6% par rapport à 2016.

Les véritables priorités de Moscou

Le 11 août 2014, la Fédération de Russie a adopté un programme fédéral ciblé intitulé « Le développement social et économique de la République de Crimée et de Sébastopol jusqu'en 2020 ». Ce programme est financé à hauteur de 669,6 milliards de roubles (soit 9,8 milliards de dollars), dont 95,9% provenant du budget fédéral. Bien entendu, la réalisation du programme va déterminer en grande partie la vie économique de la péninsule. Néanmoins, les espoirs des collaborateurs de l'annexion, qui attendaient une « pluie d'or » venue de Russie, n'étaient pas fondés. Au début de 2018, plus de 1000 contrats avaient été signés avec les principaux partenaires du programme fédéral, pour un montant total de près de 600 milliards de roubles. La moitié de ces contrats ont été passés avec des entreprises de Crimée, mais leur montant total ne représentait que 28 milliards de roubles, soit seulement 3,5% des crédits affectés au programme à ce stade. Les entreprises russes ont reçu le plus gros de la « pluie d'or », en particulier en termes de création d'emplois.

Dès 2014, la répartition des crédits du programme fédéral ciblé était très éloquent : plus de 80% des crédits ont été affectés à trois grands projets : le pont de Kertch, l'autoroute Tavrida (du pont de Kertch jusqu'à Sébastopol) et deux nouvelles centrales électriques. Le budget restant a été

réparti de la façon suivante : 10% pour les services sociaux, 5% pour le tourisme et 1,5% pour « assurer l'unité interethnique ». Cette répartition démontrait clairement les priorités pour Moscou : le développement de l'infrastructure énergétique et logistique indispensable à une gigantesque base militaire.

La construction du pont de Kertch a conduit à suspendre presque tous les autres projets d'autoroutes et de ponts en Russie. En 2017, seuls dix nouveaux projets de construction de routes ont été mis en œuvre dans toute la Fédération de Russie, en dehors du pont de Kertch et de l'autoroute Tavrida. Il n'y avait tout simplement plus d'argent pour quoi que ce soit d'autre. Au début de 2018, le montant révisé du financement du programme fédéral s'élevait déjà à 837,17 milliards de roubles dont 770,2 milliards en investissements. Il convient de noter que les investissements dans le secteur militaro-industriel en Crimée sont réalisés par des entreprises russes en dehors de ce programme. Le développement et la reconstruction des sites militaires ne sont pas inclus dans le programme mais financés sur le budget du ministère de la Défense russe².

L'augmentation des fonds du programme s'explique par plusieurs facteurs, à commencer par la baisse significative du taux du rouble russe par rapport au dollar. De plus, le programme a été préparé à la hâte et certains traits spécifiques à la Crimée n'ont pas été pris en compte. Le coût de l'autoroute Tavrida est ainsi passé de 41,8 à 144 milliards de roubles.

Depuis le début, la réalisation du programme a été laborieuse – délais non respectés, innombrables scandales liés à la corruption –, aussi les critiques des hauts fonctionnaires du gouvernement fédéral sont devenues plus sévères. Cela a conduit au remplacement progressif du gouvernement fantoche d'Aksionov³ par des administrateurs venus de Russie. Fin juillet 2018, le gouvernement russe a préparé une loi étendant la durée du programme fédéral jusqu'en 2022, en augmentant le budget de 37 milliards de roubles pour couvrir 55 projets supplémentaires à Sébastopol et 85 dans le reste de la Crimée. Les rédacteurs du projet de loi ont prévu que la durée du programme serait prolongée d'au moins trois à quatre ans, avec une augmentation des crédits correspondante. Le problème le plus préoccupant dans l'immédiat et sur le long terme, tant sur le plan technologique que financier, est l'approvisionnement en eau.

Le pont de Kertch : consolider l'occupation

L'exploitation complète du pont de Kertch (fin 2018 pour les camions et fin 2019 pour les chemins de fer) entraînera sans aucun doute de graves conséquences militaires, politiques et économiques pour la Crimée. Tout d'abord, la logistique militaire sera considérablement simplifiée par la possibilité d'acheminer directement des troupes et du matériel par camions. Après l'achèvement

du pont de Kertch, la Russie sera vraisemblablement tentée soit de fermer complètement l'accès à la péninsule via l'Ukraine continentale, soit de le rendre aussi difficile que possible. Entre 2018 et 2019, le trafic des ferrys entre la Russie et la Crimée va disparaître progressivement. Cependant, les ports subsistant en Crimée conserveront leur fonction actuelle, sans les ferrys. Ils assurent le surplus du trafic de marchandises en provenance de Russie vers la Syrie, le Liban, la Libye, l'Égypte, le nord de Chypre (céréales, ferraille, soude, verre, matériaux de construction, produits pétroliers), ainsi que le trafic de ciment et de minerai d'ilménite en provenance de Turquie. Le trafic de passagers de l'aéroport de Simferopol va continuer à s'effondrer. Les nouveaux terminaux de l'aéroport destinés à accueillir plus de sept millions de passagers par an seront sous-utilisés et les investissements correspondants ne seront pas rentabilisés.

La simplification de l'accès routier pourra entraîner une augmentation du nombre de touristes en Crimée à condition que le coût des vacances dans la péninsule soit compétitif pour les touristes russes. Dans tous les cas, cela encourage la politique de Moscou de promotion de vacances pour les Russes à revenus modestes dans les maisons de repos ukrainiennes expropriées par la Russie, comme tant d'autres prises de guerre. Les fonctionnaires russes, qui n'ont pas le droit de voyager à l'étranger, seront aussi encouragés à prendre leurs congés en Crimée.

Les banques

Avant l'annexion, un vaste réseau de banques commerciales opérait sur le territoire de la République autonome de Crimée et de Sébastopol où 69 banques ukrainiennes disposaient de filiales sur la péninsule.

La Russie comptait profiter des banques ukrainiennes pour alléger les inconvénients de la « période de transition ». Mais aucune banque ukrainienne n'a accepté de travailler en territoire occupé. Les grandes banques russes installées en Crimée avant l'annexion, notamment Sberbank, Alfa-Bank, VTB, ont également fermé leurs portes à cause des sanctions possibles. Cela a ajouté un facteur supplémentaire pour certains hommes d'affaires internationaux qui, après avoir visité la Crimée pour évaluer les possibilités d'investissement, ont adopté une position d'attente.

Pendant la période d'occupation, 34 banques russes ont débuté leurs activités sur la péninsule. Deux banques de Crimée sont passées sous contrôle russe : la banque Morskoï appartenant au magnat russe Aleksandr Annenkov, et la Banque de la mer Noire pour le développement et la reconstruction, dont la propriété a été « transférée » à la « République de Crimée » en septembre 2014. Ce sont des petites banques sans grande importance pour le système financier russe. Parmi elles, 19 banques se sont vu retirer leur licence, une a fait faillite et une autre est actuellement en

liquidation. Quatre banques ont quitté le marché criméen de leur propre chef.

Tourisme : des chiffres en chute libre

Après l'annexion, le tourisme en Crimée se réduisit rapidement à une station balnéaire réservée aux Russes. Auparavant, les touristes russes étaient riches ou membres de la classe moyenne. À l'époque, seuls les Russes avec des revenus moyens et élevés passaient leurs vacances en Crimée. Dans la période 2014-2017, des Russes à faibles revenus ont commencé à les remplacer dans le cadre de voyages organisés par leur entreprise. Les maisons de repos réputées qui appartenaient auparavant au ministère de la Défense, au SBU, à l'administration fiscale, au Parlement et à d'autres institutions ukrainiennes furent considérées comme des trophées militaires et confiées aux institutions russes équivalentes, qui y envoient leurs agents en vacances.

Entre 2010 et 2013, il y avait un touriste dans une maison de repos publique pour quatre touristes fréquentant des hôtels ou des appartements. Grâce à sa croissance, le secteur du tourisme avait généré un effet multiplicateur significatif (avec un coefficient de 3,5 à 4) dans les autres secteurs de l'économie de la Crimée. Autrement dit, pour 1 UAH (hryvnia) d'impôt payée par les maisons de repos (publiques), les chambres d'hôtes et les hôtels, les commerces, les entreprises de services, de divertissement, de transport et la population locale travaillant pour le tourisme rapportaient 4 UAH. Entre 2014 et 2017, le rapport entre les retombées économiques des touristes logés dans les résidences prestigieuses appartenant aux autorités et le secteur privé est passé à de 1/4 à 1/1,5.

En outre, le gouvernement ukrainien menait une politique fiscale incitant les petites entreprises touristiques à sortir peu à peu de l'économie souterraine. Sous l'occupation, cette politique a été remplacée par des amendes et des menaces. Dans le même temps, l'augmentation massive des impôts foncier et immobilier (multipliés par dix en quatre ans) a contraint beaucoup d'hôteliers à fermer leur établissement.

En réalité, le tourisme n'a pas fait longtemps partie des secteurs prioritaires de l'économie criméenne, aussi bien pour les recettes budgétaires que pour l'activité générale. Ajoutons qu'aucun chiffre officiel sur le nombre de touristes en Crimée ne peut être pris au sérieux, car ces chiffres servent à des fins de propagande. Les chiffres officiels indiquent entre 5,2 et 5,5 millions de touristes par an. D'après nos estimations, ces chiffres sont 2 à 3 fois supérieurs à la réalité.

Le déclin des petites entreprises

Entre 2014 et 2018, le nombre de PME en Crimée s'est effondré. Au début de 2014, 15 553 petites entreprises privées dotées d'une personnalité morale et 116 200 autoentrepreneurs travaillaient dans la péninsule. Au 1^{er} juillet 2018, il y avait 1382 entreprises et 55 328 autoentrepreneurs, soit respectivement plus de dix fois moins d'entreprises, et une baisse de moitié du nombre d'autoentrepreneurs.

Les entrepreneurs de Crimée constatent que la Russie, à la différence de l'Ukraine, n'a pas simplifié les déclarations d'impôts et n'a pas réduit le nombre de contrôles. Les PME ont dû faire face à la multiplication des exigences des services fiscaux, au grand nombre de contrôles et à un système impitoyable d'amendes élevées pour la moindre infraction. En 2014, les petites entreprises créaient 35% des nouveaux emplois en République autonome de Crimée et ce chiffre était en augmentation constante. En 2018, il était descendu à 19,5%.

Le déclin des petites entreprises va probablement continuer. L'expérience a montré que l'esprit d'entreprise, la liberté d'expression et de conscience sont incompatibles avec le modèle de relations à l'œuvre dans la Russie contemporaine.

Pouvoir d'achat : hauts salaires réservés à des privilégiés

L'un des principaux slogans avant le pseudo-référendum du 16 mars 2014 était que les salaires, les pensions de retraites et les allocations sociales étaient beaucoup plus élevés en Russie. Les habitants de Crimée attirés par la Russie avaient une certaine image du niveau de vie en Russie, basée sur des émissions de télévision produites à Moscou et à Saint-Pétersbourg et sur les soldats de la flotte russe de la mer Noire à Sébastopol, dont les salaires équivalaient à des frais de mission à l'étranger.

Au début, ces promesses furent tenues. À partir de mars 2014, les salaires des employés de l'administration furent payés en roubles russes à un taux de change supérieur au taux normal. Pour les entreprises privés, le taux de change était de 3 roubles pour une UAH (le taux en vigueur à l'époque). Mais pour les salariés du secteur public et les retraites, le taux était majoré à 3,8 roubles pour une UAH, une « prime à la trahison » en quelque sorte.

En 2014, les rayons des magasins en Crimée étaient encore remplis de produits ukrainiens, de bonne qualité et à un prix raisonnable, de sorte que, au début de l'occupation russe, les professeurs, les retraités, les fonctionnaires, les médecins virent leur pouvoir d'achat augmenter.

Cependant, début 2015, le système russe de calcul des salaires et des pensions entra en vigueur. Parallèlement, les produits ukrainiens commencèrent à disparaître des rayons pour être remplacés par des équivalents russes beaucoup plus chers. Finalement, les livraisons en provenance d'Ukraine continentale furent entièrement interrompues à la suite du blocus organisé par des militants ukrainiens et de changements dans la politique du gouvernement ukrainien.

En 2016, il apparut évident que les salaires et les pensions russes réels étaient très inférieurs à ceux vantés en 2014. La hausse des prix russes, et surtout la chute du cours du rouble à la suite de l'agression russe contre l'Ukraine, avaient annulé les effets illusoire de 2014.

La baisse du nombre d'emplois effectivement offerts aux résidents locaux en raison de l'afflux de travailleurs des régions voisines de Russie ajouta une difficulté supplémentaire, affectant le statut social des Criméens.

Les discussions sur les salaires sur les réseaux sociaux en Crimée montrent que le salaire nominal moyen en Crimée en 2016-2017 se situait entre 10 000 et 15 000 roubles alors que, selon les statistiques officielles, il serait de 25 000 roubles. La plupart des agents publics percevaient un salaire entre 8000 et 12 000 roubles, à l'exception des dirigeants de l'administration, des policiers, des militaires, des employés de la procureure, des tribunaux et du complexe militaro-industriel : leurs salaires dépassent de cinq à dix fois la rémunération moyenne. Pendant ce temps, la retraite moyenne en 2016-2017 était entre 11 000 et 12 000 roubles, sachant que la plupart des retraités ne reçoivent que 10 000 roubles.

Notre enquête montre également qu'en 2017, le panier de la ménagère a augmenté de 75,16% en roubles par rapport à 2014 et de 154,79% en UAH, compte tenu de la différence de taux de change. Le pouvoir d'achat de l'unité monétaire pendant la période de l'occupation a diminué de huit fois par rapport à la valeur du panier à l'époque ukrainienne.

Du point de vue des salaires et des pensions, la Crimée a rejoint le niveau d'un trou perdu de Russie, avec un niveau et une qualité de vie dégradés. Comme les salaires nominaux baissent, tandis qu'ils augmentent continuellement dans les secteurs prioritaires – tels que la Russie les définit –, la société criméenne sera de plus en plus polarisée entre les travailleurs russes très bien payés et le reste de la population de la péninsule qui verra son pouvoir d'achat baisser continuellement.

1. Le plus grand fabricant russe d'armes de combat automatiques pour les tireurs d'élite, d'obus d'artillerie autoguidés et d'une vaste gamme d'armes de précision. Les entreprises de ce consortium produisent également des complexes militaires et civils spécialisés (NDT).
2. Ce budget est tenu secret aujourd'hui en Russie (NDT).

3. Premier ministre du « gouvernement de Crimée » depuis l'annexion (NDT)